

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS-
INRP

En bref...

SNTRS-CGT - 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snttrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://snttrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 237 du 26 Août 2010

Samedi 4 septembre Manifestons contre la dangereuse escalade sécuritaire et xénophobe du gouvernement

La surenchère sécuritaire et xénophobe du gouvernement n'est pas la conséquence de dérapages mais un acte politique calculé dans un contexte bien précis. Le gouvernement, conscient de l'impopularité de sa politique, redoute l'éventualité d'une explosion sociale. L'affaire Woerth/Bettencourt illustre la collusion des gouvernants avec les grandes familles patronales. Venant après les discours sur la rigueur, elle renforce le mécontentement des citoyens et l'isolement du pouvoir.

Du débat nauséabond sur l'identité nationale, nous sommes passés à l'amalgame immigration délinquance avec le discours du Président de la République du 30 juillet à Grenoble réclamant la déchéance de la nationalité française pour les délinquants « d'origine étrangère ». L'intervention totalement disproportionnée des forces de l'ordre dans le quartier de la Villeneuve de Grenoble a créé un climat de répression collective et suscité un sentiment de peur et d'injustice. L'expulsion début juillet des squatteurs africains à la Courneuve fut particulièrement violente et médiatisée. Les événements de Saint Aignan de fin juillet ont servi de prétexte pour stigmatiser les gens du voyage et les Roms présentés comme une population criminogène. Le ministre de l'intérieur, B.Hortefeux, par ailleurs condamné pour propos racistes par la justice, et E.Besson sont chargés de présenter un texte remettant en cause le code de la nationalité.

Cette politique vise à détourner la colère sociale vers des boucs émissaires. Par ces mesures le pouvoir veut apparaître comme le pompier des incendies qu'il allume. Dans le même temps il détourne les missions de la police nationale et de la gendarmerie vers le tout répressif tout en leur réduisant les moyens financiers et matériels pour assurer la sécurité des citoyens.

Mais cette attaque si outrancière, viole si profondément les valeurs républicaines qu'elle inquiète de larges couches de la société.

Pour le gouvernement, il s'agit de protéger les classes possédantes et non les citoyens de la violence engendrée par une société d'injustice et de précarité. Pour s'attaquer à l'insécurité il ne suffit pas de réprimer, il faut s'attaquer aux causes qui la génèrent, c'est-à-dire la désocialisation des grands centres urbains consécutive au chômage endémique, à la politique du logement, à la précarité et aux réductions des services publics.

Le SNTRS-CGT appelle les travailleurs des organismes de recherche à exprimer leur opposition à la stratégie de stigmatisation et de discrimination du gouvernement en participant le samedi 4 septembre aux manifestations organisées par de nombreux syndicats, partis et associations à Paris et en Province.